

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/217**

**G/SCM/W/227**

1er décembre 1995

(95-3897)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LA ROUMANIE<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 novembre 1995.

Les articles mentionnés sont ceux de l'Arrêté commun n° 128 figurant dans la notification.

1. Les deux premiers alinéas du paragraphe 13 de l'article 2 signifient-ils qu'en principe la comparaison sera faite entre une valeur normale déterminée sur la base d'une moyenne pondérée et chaque exportation?
2. Selon l'article 3, quelles directives seront données aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne les définitions des "subventions" et des "subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires", ainsi que le calcul du montant d'une subvention, y compris les principes directeurs de l'article 14 de l'Accord sur les subventions?
3. Selon l'article 4, quelles directives seront données au sujet des dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions en ce qui concerne le cumul des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées pour l'établissement de la cause du dommage?
4. Selon l'article 4, est-ce que l'importance de la marge de dumping sera l'un des facteurs pris en compte pour déterminer le lien de causalité en cas de procédure antidumping?
5. Quelles directives seront données à la Commission en ce qui concerne l'appui de "la branche de production nationale" pour l'engagement d'une procédure en vertu du paragraphe 1 de l'article 5? La Commission pourrait-elle engager une procédure d'enquête d'office en vertu du paragraphe 7 de l'article 5 sur la base d'un dommage causé à un seul producteur plutôt qu'à l'ensemble de la branche de production nationale?
6. Les alinéas b) et c) du paragraphe 3 de l'article 6 annulent-ils l'obligation incombant aux autorités chargées de l'enquête d'informer les parties intéressées (et, en cas de mesures compensatoires, les

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/ROM/1-G/SCM/N/1/ROM/1.

Membres intéressés) des faits essentiels avant qu'une détermination finale soit établie (article 6.9 de l'Accord antidumping et article 12.8 de l'Accord sur les subventions)?

7. Quelles directives seront données aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne l'achèvement de celle-ci lorsque l'on constate des marges de dumping *de minimis* ou des subventions minimales pouvant donner lieu à des mesures compensatoires et des volumes négligeables d'importations faisant prétendument l'objet d'un dumping?

8. Selon l'article 8 sur les engagements, est-ce qu'une détermination préliminaire positive est exigée avant qu'un engagement puisse être accepté? Pourrait-il y avoir un engagement à l'égard d'un gouvernement dans une procédure antidumping?

9. Selon le paragraphe 2 de l'article 9, des mesures compensatoires provisoires peuvent-elles être maintenues pendant plus de quatre mois?

10. Dans quels cas et à partir de quelle date des droits rétroactifs peuvent-ils être imposés en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 11? En particulier, qu'est-ce que l'on entend par "la date à laquelle le préjudice est réputé exister"?

11. Etant donné que les droits semblent être évalués à titre prospectif, quelles dispositions seront appliquées pour déterminer les montants à rembourser lorsque les droits perçus seront supérieurs à la marge réelle de dumping ou au montant réel de la subvention? (L'article 12 ne semble pas s'appliquer à cette situation.)